

Le progrès social et environnemental n'est possible que dans un monde de paix

Le bilan provisoire de la crise sanitaire mondiale qu'entraîne la Covid-19 se chiffre déjà à plusieurs centaines de milliers de morts « officiels ». Alors que la pandémie sévit toujours sévèrement dans beaucoup de zones de la planète, certains pays sortent progressivement du « confinement » dans lequel était plongée leur population depuis des semaines.

Au niveau national, les discours et les déclarations du chef de l'état sur un « jour d'après » plus humain, plus solidaire n'ont pas fait long feu. Alors que le virus se fait moins virulent sur le territoire, les vieilles habitudes sont vite revenues au galop,

le « monde d'après » qui se prépare risque fortement d'être comme le « monde d'avant » ...mais en pire.

Alors que le monde entier ou presque était attaqué par le virus, le fait marquant reste le manque de solidarité entre États, l'absence de tentative d'actions collectives pour combattre l'épidémie. Partout ou presque c'est le chacun pour soi qui a prévalu. Si des marques et des actions de solidarité ont été visibles, c'est entre les populations mais elles ont été quasi-totalement absentes entre les États, l'épisode du blocage de livraison de masques par certains pays en est l'exemple symbolique.

Repenser l'Organisation des Nations Unies

Cette incapacité à répondre collectivement à une menace globale doit conduire tous les États, et d'abord ceux qui se disent progressistes, à repenser le multilatéralisme et les capacités internationales à apporter des réponses adaptées pour gérer les crises et les conflits.

Le monde s'est doté, à la sortie de la seconde guerre mondiale, d'une structure commune, l'ONU, pour maintenir la paix et assurer la coopération entre les nations. Aujourd'hui, la crise du Covid-19 marque une nouvelle fois les insuffisances de cette institution face à la volonté des États à défendre leurs propres intérêts au détriment du bien collectif. Ainsi, pour exemple, l'appel du secrétaire de l'ONU à un cessez le feu dans toutes les zones de conflits est resté lettre morte, la réunion du conseil de sécurité du 9 avril n'ayant débouché sur ...rien !

Il devient urgent de doter l'ONU et ses agences telles que l'Organisation Mondiale de la Santé ou l'Organisation Internationale du Travail d'un poids, d'un cadre juridique et des moyens d'interventions plus importants lui permettant de forcer les États membres à suivre et appliquer ses traités et ses résolutions. La France se grandirait à agir dans ce sens.

Pas de paix possible sans une régulation plus stricte du commerce des armes

Les dépenses militaires ont atteint en 2019 la somme record de 1750 Milliards d'euros. Par comparaison, le budget annuel de l'OMS est pour la même année de 2 Milliards d'euros.

Les dépenses mondiales en armement ne cessent d'évoluer. Elles ont progressé de plus d'un tiers par rapport à 1990 et à la fin « officielle » de la guerre froide qui devait nous conduire à un monde plus sûr !

Certes, une part de ces dépenses permettent aux pays d'assurer la défense de leur territoire et de leur population. Mais une partie importante du commerce des armes alimente les conflits. Ainsi, pour exemple, le 5^{ème} plus grand dépensier en matière d'armement est l'Arabie Saoudite qui mène depuis 5 ans une guerre au Yémen conduisant à la pire crise humanitaire actuelle.

Près de 80 % du commerce des armes est assuré par les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie, la France et l'Allemagne. Soit 4 des 5 membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU, pour le cinquième, la Chine, les données ne sont pas disponibles. **Il peut paraître pour le moins contradictoire que ceux qui sont censés avoir un rôle majeur pour tenter de régler pacifiquement les conflits armés soient ceux qui contribuent le plus à les alimenter !**

La CGT l'a réaffirmé lors de son dernier congrès, les armes ne sont pas des marchandises. Il est là aussi urgent, que des mesures soient prises pour que la réglementation concernant le commerce des armes soit strictement respectée par tous, à commencer par la France.

Un budget de la Défense adapté aux missions et aux besoins de la Nation

La CGT se prononce pour une Défense Nationale, non agressive avec des moyens suffisants pour assurer la protection de notre territoire et de la population. L'orientation prise par Emmanuel MACRON de faire progresser le budget de la Défense coûte que coûte pour atteindre 2% du PIB imposé par TRUMP et l'OTAN est une hérésie. Baser ses dépenses militaires non pas sur les besoins face aux risques mais sur des normes qui conduisent au surarmement pour répondre aux besoins de profit des industriels mondiaux de l'armement est tout aussi inacceptable. On a vu que face au recul du PIB en 2020, cet indicateur « magique » avait perdu de son attrait auprès de ses promoteurs !

Le budget national de la Défense du « monde d'après » devra prendre en compte la situation que nous vivons actuellement et adapter les dépenses aux réels besoins. La programmation ne souffre pas des à-coups permanents, pour autant à enveloppe constante, des priorités doivent être revues. Le Service de Santé des Armées a montré combien ses moyens étaient insuffisants. Les renforcer par des investissements en moyens matériels et par des recrutements de personnels militaires et civils est une priorité.

Le lobbying exercé actuellement auprès du ministère des Armées par les entreprises françaises d'armement pour obtenir un « plan de relance », fait de commandes supplémentaires et d'aides à l'export est très certainement inapproprié dans la période. Les besoins sociaux sont nombreux et une politique de reconquête industrielle ne passe pas prioritairement par là. Le soutien aux filières peut s'appuyer sur les industries de défense mais doit viser à combler les lacunes mise en évidence par la crise de la COVID-19, diversifier les applications des compétences militaires vers les besoins civils.

La CGT continuera à agir pour que la France fasse beaucoup plus d'efforts dans la promotion de la Paix et de la solidarité internationale.

Montreuil le 8 juin 2020